

---

## La Russie et la Turquie : repenser l'Europe pour dépasser le statut d'« outsiders »

---



Richard Sakwa

*Mai 2010*

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

***Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.***

**Centre Russie/NEI**

**© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2010**

**ISBN : 978-2-86592-721-0**

**IFRI**

27 RUE DE LA PROCESSION  
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE  
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00  
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60  
E-MAIL : [ifri@ifri.org](mailto:ifri@ifri.org)

**IFRI-Bruxelles**

RUE MARIE-THERESE, 21  
1000 BRUXELLES  
TEL. : 32(2) 238 51 10  
FAX : 32 (2) 238 51 15  
E-MAIL : [info.eurifri@ifri.org](mailto:info.eurifri@ifri.org)

SITE INTERNET : [www.ifri.org](http://www.ifri.org)

---

## **Russie.Nei.Visions**

---

*Russie.Nei.Visions* est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques et politiques qu'économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : [info.russie.nei@ifri.org](mailto:info.russie.nei@ifri.org)

### ***Derniers numéros***

- Thomas Gomart, « L'Europe dans la politique étrangère russe : nécessaire, mais plus suffisante », *Russie.Nei.Visions*, n° 50, mai 2010 ;
- Mark Katz, « La politique russe au Grand Moyen-Orient ou l'art d'être l'amie de tout le monde », *Russie.Nei.Visions*, n° 49, avril 2010 ;
- Jeffrey Mankoff, « Internal and External Impact of Russia's Economic Crisis », *Russie.Nei.Visions*, n° 48, mars 2010.

Vous pouvez accéder aux archives des articles de *Russie.Nei.Visions* à l'adresse suivante :

[www.pearltrees.com/#N-u=1\\_9838&N-f=1\\_97777&N-s=1\\_97777&N-p=6](http://www.pearltrees.com/#N-u=1_9838&N-f=1_97777&N-s=1_97777&N-p=6)

## Auteur

---

Richard Sakwa est professeur de politique russe et européenne à l'Université du Kent et chercheur associé au Programme Russie et Eurasie du Royal Institute of International Affairs (Chatham House). Il a publié de nombreux travaux consacrés à l'URSS, à la Russie et aux pays post-communistes. Parmi ses ouvrages récents : *Russian Politics and Society* (Londres & New York, Routledge, 4<sup>e</sup> édition, 2008), *Putin : Russia's Choice* (Routledge, 2<sup>e</sup> édition, 2008), *The Quality of Freedom : Khodorkovsky, Putin and the Yukos Affair* (Oxford University Press, 2009). Il vient d'achever *The Crisis of Russian Democracy : The Dual State, Factionalism, and the Medvedev Succession* (Cambridge University Press, publication à venir en 2010).

# Sommaire

---

<b>RESUME.....</b>	<b>4</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
<b>LES « OUTSIDERS ».....</b>	<b>6</b>
<b>La nouvelle dynamique de la politique étrangère européenne.....</b>	<b>7</b>
<b>Une nouvelle marginalité ? .....</b>	<b>10</b>
<b>VERS UNE PLUS GRANDE EUROPE .....</b>	<b>13</b>
<b>Un agenda néo-révisionniste.....</b>	<b>13</b>
<b>La pan-européanisme.....</b>	<b>16</b>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>20</b>

## Résumé

---

Les relations interétatiques en Europe entrent dans une période d'incertitude. L'héritage de la guerre froide s'estompe et les pays « outsiders », notamment la Russie et la Turquie, redéfinissent leurs rapports mutuels et, plus largement, leur place dans le monde. Au blocage actuel des relations russo-européennes s'ajoutent les interrogations qui pèsent sur le rôle de la Russie et de l'UE sur la scène internationale. Dans le même temps, le souhait de la Turquie d'adhérer à l'UE est contesté aussi bien à l'intérieur du pays qu'en Europe. Dans ce contexte apparaissent de nouvelles idées sur la meilleure façon de sortir de la stagnation. Parmi celles-ci, l'une des plus notables est l'idée néo-révisionniste russe, partagée en partie par des penseurs turcs, d'une « plus grande Europe ». Cette idée repose sur une vision de l'unité européenne englobant le continent entier et transcendant les interprétations traditionnelles de la dialectique « intérieur / extérieur ». Au niveau institutionnel, cela s'accompagne de la renaissance des idées d'intégration « pan-européenne », y compris la restructuration de la sécurité européenne et la création d'une « Union de l'Europe » comprenant l'UE, la Russie, la Turquie et d'autres pays, tous membres égaux d'une nouvelle communauté politique.

## Introduction

---

Les projets d'intégration en Europe ont atteint un palier. À certains égards, ils ont même commencé à régresser. Le Traité de Lisbonne signé par les pays de l'Union européenne (UE) en 2009 a représenté un recul significatif par rapport aux ambitions du projet de Constitution européenne que ce traité est venu remplacer. Les relations Russie-UE, souvent tièdes, se crispent régulièrement. Les deux parties n'ont élaboré ni langage ni objectif communs. Les rapports de l'UE avec les pays de son voisinage immédiat ne sont plus axés autour de l'élargissement (même si ce processus va se poursuivre, notamment vers les Balkans). Désormais, l'accent est mis sur la gestion des relations entre l'UE et ses voisins sans leur offrir une perspective d'adhésion. Alors que la probabilité d'une adhésion turque semble s'éloigner, les aspirations européennes de l'Ukraine et d'autres pays d'Europe de l'Est paraissent être mises en attente pour une durée indéterminée.

Face au triste tableau qu'offrent les représentations de l'Europe centrées sur l'Ouest, un nouveau concept, celui de « plus grande Europe », a été explicitement développé en Russie, et implicitement en Turquie<sup>1</sup>. Cette idée est fondée sur une vision alternative de l'Europe, différente d'une vision « privatisée » par l'UE qui, selon la Russie, prétend illégitimement être seule à définir la nature et la portée de l'identité européenne. Or la « plus grande Europe » comprend la Turquie et place sans surprise la Russie au cœur du projet. Celui-ci ne remet pas en cause l'existence de l'UE, mais cherche à présenter l'Europe d'une façon moins institutionnelle et davantage focalisée sur les grandes idées civilisationnelles. L'émergence de l'idée de la « plus grande Europe » s'accompagne de la renaissance du concept de pan-européanisme et d'une tentative d'enclencher une dynamique permettant d'institutionnaliser cette vision de la plus grande Europe. Le rêve cher à Mikhaïl Gorbatchev d'une Maison européenne commune de Limerick à Vladivostok est de nouveau d'actualité<sup>2</sup>.

---

Traduit de l'anglais par Boris Samkov.

<sup>1</sup> T. Bordačev, *Novyj strategičeskij soûz. Rossiâ i Evropa pered vyzovami XXI veka : vozmožnosti « bol'soi sdelki »* [Une nouvelle union stratégique. La Russie et l'Europe face aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle : la possibilité d'un « grand marchandage »], Moscou, Evropa, 2009. Pour une analyse de l'évolution de la pensée turque en matière de politique intérieure et extérieure, voir H. Bağcı, *Zeitgeist : Global Politics and Turkey*, Ankara, Orion Publications, 2008.

<sup>2</sup> Le sens de cette « maison européenne commune » a bien sûr changé puisque Gorbatchev prônait la convergence entre l'État-providence soviétique et le modèle social européen afin de consolider une forme « humaine et démocratique » du socialisme soviétique, tandis qu'aujourd'hui les experts russes ne mentionnent guère l'aspect social de la « plus grande Europe ». La voie est donc libre pour les idées néo-libérales.

## Les « Outsiders »

---

Le concept d'« outsiders » est de plus en plus employé dans les études consacrées à la position inconfortable dans laquelle se trouvent la Russie et la Turquie – et, à un moindre degré, l'Ukraine, la Biélorussie et d'autres pays « intermédiaires » – vis-à-vis du processus d'intégration européenne. La Russie et la Turquie forment le noyau d'une nouvelle catégorie d'« outsiders ». Ces pays, exclus de certains processus européens, souhaitent néanmoins les influencer. La notion d'« outsiders » implique qu'il y ait des « insiders ». Il est indéniable qu'aujourd'hui l'appartenance à l'UE représente un grand avantage et le moyen de figurer parmi les États clés de l'Europe. Cependant, un nouveau dispositif d'alliances et d'orientations est en train d'émerger. L'Europe est souvent perçue en termes de cercles concentriques, mais c'est précisément ce modèle qui est aujourd'hui remis en question. L'évolution de la dialectique *insider / outsider* remet en cause les représentations UE-centrées de la réalité politique et géopolitique dans l'espace de la plus grande Europe<sup>3</sup>.

Des modèles anciens issus de l'histoire européenne se réaffirment progressivement face aux objectifs intégrationnistes de l'époque de l'après-guerre froide, tandis que les modèles de politique européenne forgés pendant la guerre froide sont en train de s'affaiblir. La Turquie, par exemple, est membre de l'OTAN depuis 1952. En matière de sécurité, elle a donc indiscutablement été un « insider ». Aujourd'hui, la perte relative par l'OTAN de son prestige renvoie la Turquie à son statut classique d'« outsider » qui n'est, certes, pas comparable à l'exclusion vécue à d'autres époques. La Turquie entretient actuellement des liens étroits avec l'UE. Pourtant, dans une perspective historique de long terme, la Turquie ainsi que l'État qui l'a précédée se sont trouvés à la marge de l'Europe, et la renaissance progressive des ambitions régionales et des éléments de néo-ottomanisme sont là pour le rappeler. Pour reprendre les termes d'une récente étude russe, nous assistons actuellement au « retour de la Turquie »<sup>4</sup>.

Le statut d'« outsider » de la Russie semble plus évident. Ce pays n'est membre ni de l'UE ni de l'OTAN et ne semble pas susceptible de rejoindre l'une ou l'autre de ces organisations dans un avenir proche. En outre, ses relations avec ces deux institutions sont marquées par la méfiance, une perception des menaces vivace et certaines appréhensions. La doctrine militaire russe adoptée en février 2010 n'a pas hésité à présenter

---

<sup>3</sup> Cf. V. Baranovsky, « Russia : A Part of Europe or Apart From Europe ? » *International Affairs*, vol. 76, n° 3, 2000, p. 443-58.

<sup>4</sup> T. Torosyan, « The Return of Turkey : Ankara in the South Caucasus after the Russian-Georgian War », *Russia in Global Affairs*, vol. 7, n° 3, juillet-septembre 2009, p. 120-129.



l'OTAN comme le principal « danger » (mais pas « menace ») militaire<sup>5</sup>. Les négociations visant à élaborer le traité qui succédera à l'Accord de partenariat et de coopération (APC), lequel a formellement expiré en décembre 2007, s'enlisent. Même le nom du nouveau traité a posé problème. Néanmoins, la Russie n'est pas un *outsider* absolu. Elle est membre du Conseil de l'Europe et, en termes civilisationnels, se considère plus proche de l'Europe que de la Turquie. Au moment où les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE stagnaient, même les observateurs les plus optimistes des relations Russie-UE évoquaient un partenariat qui engloberait toutes les formes de coopération à l'exception des institutions communes. Cela aboutirait, au mieux, à la suppression du régime des visas (en d'autres mots, à une zone Schengen étendue) et à la mise en place d'un espace économique commun renforcé par une zone de libre-échange, mais il est peu probable que ce rapprochement puisse conduire à la création d'une nouvelle communauté politique.

La remise en cause du système existant s'accompagne de la reconnaissance du danger de voir la Russie et la Turquie devenir membres de l'« axe des exclus »<sup>6</sup>. Pourtant, « la rapidité et l'ampleur du rapprochement entre ces deux rivaux traditionnels sont impressionnantes »<sup>7</sup>. Depuis la fin de la guerre froide, aucun modèle stable et durable d'intégration UE-Russie n'a été élaboré. La Russie et la Turquie demeurent en dehors du développement actuel de l'identité européenne. Elles ne sont même pas nécessairement perçues comme des composantes de l'Europe.

## ***La nouvelle dynamique de la politique étrangère européenne***

Historiquement, les tentatives des « outsiders » de faire irruption dans le « premier cercle » se sont accompagnées de troubles et de guerres, allant jusqu'à la destruction du « premier cercle ». Récemment, il y a eu beaucoup de débats sur la « montée des grandes puissances », en particulier la Chine et la Russie ; et les comparaisons avec la progression de l'Allemagne et du Japon à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle ont fleuri. Ces deux derniers pays étaient devenus des puissances résolument révisionnistes. Mécontents du *statu quo*, l'Allemagne et le Japon ont donné naissance à diverses justifications idéologiques d'une réorganisation du système des grandes puissances, par la force si nécessaire. Ce défi à l'ordre existant a engendré un demi-siècle de guerres mondiales. La situation actuelle est différente. La Russie et la Turquie ne cherchent pas à remettre en cause l'ordre mondial existant ; elles souhaitent seulement modifier la place qui leur est réservée dans ce

---

<sup>5</sup> *Voennaâ doktrina Rossijskoj Federacii* [Doctrine militaire de la Fédération de Russie] <[www.scrf.gov.ru/documents/33.html](http://www.scrf.gov.ru/documents/33.html)>.

<sup>6</sup> F. Hill et O. Taspinar, « Turkey and Russia : Axis of the Excluded ? » *Survival*, vol. 48, n 1, printemps 2006, p. 81-92.

<sup>7</sup> G. Winrow, *Turkey, Russia and the Caucasus : Common and Diverging Interests*, Briefing Paper, Russia and Eurasia / Europe Programme, novembre 2009, REP/EP BP 2009/01, p. 3.

système. C'est pourquoi il ne s'agit pas de puissances révisionnistes mais néo-révisionnistes.

Les initiatives russes en politique étrangère sont liées à des évolutions internes, tandis qu'en Turquie les développements sociaux ont affaibli l'emprise des idées kémalistes sur les décisions politiques. Une nouvelle classe moyenne conservatrice originaire d'Anatolie défie l'élite séculière d'Istanbul. Dans le même temps, l'islam turc, l'un des fondements de l'identité nationale, connaît une sécularisation rapide<sup>8</sup>. La Turquie est redevenue un acteur indépendant des relations internationales et un pivot régional. Avec la fin de la guerre froide, elle n'est plus confinée à son alliance avec les États-Unis<sup>9</sup>. La doctrine « zéro problème » de la politique étrangère turque remonte à İsmail Cem, ministre des Affaires étrangères entre juin 1997 et juillet 2002, mais elle a été systématisée sous Ahmet Davutoğlu, ancien premier conseiller pour la politique étrangère de Recep Tayyip Erdoğan (premier ministre depuis 2002 et chef du Parti Justice et Développement, AKP) avant de devenir à son tour ministre des Affaires étrangères en mai 2009. Dans son principal ouvrage universitaire, *Profondeur stratégique (Stratejik Derinlik)*, publié en 2001, Davutoğlu appelait à réévaluer le passé ottoman de la Turquie, soulignant l'importance du « flux » dans l'Histoire. La convergence de ces facteurs a jeté les bases intellectuelles et sociales d'une politique étrangère turque plus flexible, qui a notamment souhaité une normalisation des relations avec l'Arménie. Le poids des militaires dans la définition de la politique étrangère, qui avait auparavant abouti à une politique d'alliance avec Israël, diminue. Par conséquent, d'autres priorités régionales sont mises en avant<sup>10</sup>. De la même façon, l'UE, qui influençait énormément la politique aussi bien étrangère qu'intérieure de la Turquie, est sur le recul, ce que reflète le déclin du soutien de la population à l'adhésion turque à l'UE, même si cette adhésion est toujours présentée comme un objectif essentiel dans le discours officiel.

L'influence de l'UE et des autres institutions européennes sur la Russie a toujours été relativement faible (même si elle n'a jamais été négligeable). Selon certains auteurs, c'est précisément ce facteur, ajouté à l'absence de liens étroits, qui a contribué à faire emprunter à la Russie la voie autoritaire<sup>11</sup>. En Turquie, l'influence de Bruxelles est demeurée forte aussi longtemps que l'adhésion à l'UE apparaissait comme une perspective envisageable ; mais en Russie, ce sont au final les facteurs intérieurs qui se montrent déterminants. Son auto-perception en tant que grande puissance a

---

<sup>8</sup> Pour une analyse détaillée, voir M. Hakan Yavuz, *Secularism and Muslim Democracy in Turkey*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

<sup>9</sup> G. E. Fuller, *The New Turkish Republic : Turkey as a Pivotal State in the Muslim World*, Washington, DC, United States Institute of Peace Press, 2007.

<sup>10</sup> Pour une étude détaillée de l'interaction entre les changements intérieurs et la politique étrangère, voir A. Carkoglu et E. Kalaycioglu, *The Rising Tide of Conservatism in Turkey*, Basingstoke, Macmillan, 2009.

<sup>11</sup> S. Levitsky et L. Way, *Competitive Authoritarianism : Hybrid Regimes After the Cold War*, New York, Cambridge University Press, 2010, chapitre 5.

établi un modèle d'interactions entre la politique intérieure et étrangère que seules l'Amérique et la Chine partagent aujourd'hui<sup>12</sup>.

Gleb Pavlovski, stratège politique russe proche du Kremlin qui dirige la Fondation pour l'efficacité politique, souligne que la Russie « veut être un État-nation mais avec une culture impériale, une posture impériale et un style impérial ». Cependant, ajoute-il, il n'y a aucun groupe « qui voudrait créer un véritable empire et qui serait prêt à payer le prix nécessaire ou à prendre des risques pour cela »<sup>13</sup>. La Russie aspire au maximum à établir un « empire par procuration », c'est-à-dire une région dans laquelle ses « intérêts privilégiés » seraient reconnus. On pourrait aller plus loin et suggérer que la posture plus ferme de la Russie en matière de politique étrangère ne traduit pas ses ambitions néo-impériales mais une sorte d'« impérialisme mimétique » : l'affirmation de ses ambitions extérieures a avant tout pour but de lui assurer le respect et la reconnaissance internationale de son statut. Ces ambitions découlent de la volonté russe de rivaliser avec les grandes puissances et n'indiquent pas le désir de Moscou de réorganiser le système dans son intégralité. La notion d'empire dans ce contexte est celle que décrivent Hardt et Negri<sup>14</sup> : elle est basée non pas sur un modèle colonial de l'exercice direct du pouvoir, mais sur une forme d'activisme international renforcé par l'affirmation de sa supériorité sur des puissances plus modestes<sup>15</sup>. Cet activisme ne va pas jusqu'à tenter de bouleverser l'équilibre des puissances existant ou de réorganiser le système international, mais il évolue en vertu de la logique de modification que nous appelons néo-révisionnisme.

Le positionnement néo-révisionniste se reflète dans le comportement des responsables de la politique étrangère russe. Les négociateurs russes ont la réputation d'être extrêmement coriaces. Leurs interlocuteurs, notamment les représentants de l'UE et d'autres organisations internationales, soulignent cependant que Moscou cherche rarement à faire échouer les discussions. Une attitude constructive dans la pratique tempère une rhétorique excessive. Cela se manifeste également au niveau conceptuel. Quand la Russie critique les standards universels des droits de l'homme et de la démocratie, ce n'est pas pour les remettre en cause, mais pour dénoncer l'appropriation de ces valeurs par certaines puissances hégémoniques qui les appliquent de façon sélective. En 1991, la Russie s'est engagée dans une révolution démocratique dont le but fondamental était d'incorporer ces normes dans son nouveau système politique, fondé sur la proclamation par Gorbatchev de la « nouvelle pensée » et de la « maison européenne commune », puis sur la constitution de 1993 qui a institutionnalisé ces aspirations.

---

<sup>12</sup> Pour une analyse de ces interactions, voir P. Rangsimaporn, *Russia as an Aspiring Great Power in East Asia : Perceptions and Policies from Yeltsin to Putin*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009.

<sup>13</sup> Gleb Pavlovski, interviewé par Jay Tolson et Danila Galperovich, « Kremlin Political Consultant Sees Medvedev as Best Choice for 2012 », RFE/RL, *Russia Report*, 21 janvier 2010.

<sup>14</sup> M. Hardt et A. Negri, *Empire*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2001.

<sup>15</sup> Sur ce sujet, voir M. Hardt et A. Negri, *Multitude : War and Democracy in the Age of Empire*, London, Penguin Books, 2005.

Depuis 1993, leur application a été au mieux partielle. Même si les formes démocratiques ont généralement été respectées, l'esprit du pluralisme, de la diversité et de la concurrence politique a été largement remis en cause. Cependant, la Russie ne prétend pas incarner un modèle alternatif. Bien sûr, elle n'a pas apprécié de devoir accepter passivement des normes élaborées ailleurs, et a tenu à souligner qu'elle était l'un des co-auteurs de l'ordre mondial post-guerre froide ; mais cela ne signifie pas qu'elle soit devenue un créateur de normes. En fait, plutôt que de devenir un créateur de normes, la Russie se positionne comme un applicateur de normes (*norm-enforcer*)<sup>16</sup>. Son but premier est de s'assurer que ces normes tiennent compte de la diversité civilisationnelle et des différences culturelles. C'est pourquoi la Russie défend une approche pluraliste de l'application des règles universelles. Ce programme constitue l'essence du néo-révisionnisme. Les ambitions de la Russie en tant que pays créateur de normes sont limitées, même si elle tient à souligner l'importance de la souveraineté des États et d'un ordre international multipolaire. Ces positions ne sauraient être considérées comme révolutionnaires ni, *a fortiori*, comme pleinement révisionnistes. Elles sont d'ailleurs largement partagées par les eurosceptiques de Grande-Bretagne et d'ailleurs.

## Une nouvelle marginalité ?

Dans une certaine mesure, c'est l'ensemble de l'Europe qui est en train de devenir un *outsider* global. Alors que les Russes parlent à présent d'une « plus grande Europe », le continent est précisément en train de devenir une « plus petite Europe ». Quand l'idée d'une constitution européenne a été suggérée pour la première fois, son objectif était de fournir un cadre formel à la montée en puissance de l'Europe. Cependant, l'échec douloureux de cette expérience, suivi de l'adoption d'un Traité de Lisbonne plutôt modeste, apparaît plutôt comme la manifestation d'un déclin relatif. En outre, le Traité de Lisbonne a peu contribué à réduire la confusion entourant le *leadership* dans la politique intérieure et extérieure de l'UE. Même si le PIB total de l'UE est égal à celui des États-Unis (14,5 trillions de dollars), l'UE est marginalisée sur le plan stratégique. Cela ne découle pas seulement de son manque d'unité, mais aussi de l'absence d'une résolution commune. La Russie et l'UE comprennent qu'elles se trouvent sur la pente descendante en termes de puissance globale et que le continent dans son ensemble risque de se voir marginalisé. La multi-dimensionnalité souhaitée par Davutoglu et l'ouverture de la Turquie sur le Proche et le Moyen-Orient reflètent ce glissement, qui s'accompagne de la montée du néo-ottomanisme<sup>17</sup>. Comme

---

<sup>16</sup> Pour un débat sur ce sujet, voir H. Haukkala, « A Norm-Maker or a Norm-Taker ? The Changing Normative Parameters of Russia's Place in Europe », in T. Hopf (sous la dir.), *Russia's European Choice*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2008, p. 35-56. Voir également : H. Haukkala, « The European Union as a Regional Normative Hegemon : The Case of European Neighbourhood Policy », *Europe-Asia Studies*, vol. 60, n° 9, novembre 2008, p. 1601-1622.

<sup>17</sup> Pour une critique de l'ordre mondial existant et de l'évolution de la puissance globale, voir A. Davutoglu, « The Clash of Interests : An Explanation of the World (Dis)Order », *Journal of International Affairs*, vol. 2, n° 4, décembre 1997 - février 1998,

l'a exprimé un rapport sur la version initiale du nouveau Traité de sécurité européenne, « pour la première fois depuis des siècles, l'Europe n'est pas un centre global dans le système des relations internationales »<sup>18</sup>.

Depuis la fin de la guerre froide, l'Amérique a procédé à un désengagement militaire relatif d'Europe. Elle se focalise désormais sur de nouveaux défis globaux, annonçant une nouvelle ère post-atlantiste. Selon le politologue bulgare Ivan Krastev, « la présidence Obama a montré que les États-Unis ne sont plus une puissance européenne dans le sens classique du terme. L'alliance avec les États de l'OTAN ne va pas prendre fin, mais l'Amérique ne considère plus l'Europe comme le lieu où se produiront les conflits du futur »<sup>19</sup>. La montée en puissance de la Chine a engendré quantité d'ouvrages mettant en évidence « la fin du monde occidental »<sup>20</sup>. Par conséquent, la Russie et l'Europe ne sont pas les seules à entrer dans une marginalité inhabituelle : c'est toute l'époque qui est en train de devenir « post-occidentale ». L'Europe devient la périphérie du monde – une position dans laquelle elle ne s'est plus trouvée depuis au moins un demi-millénaire.

Ce constat s'applique aux questions géopolitiques, mais on constate également une érosion plus profonde des valeurs civilisationnelles traditionnelles du continent. En Russie comme en Turquie, on critique de nouveau avec vigueur l'idée héritée des Lumières d'un développement et d'un progrès linéaires – une idée qui se trouvait au cœur de la révolution des Jeunes Turcs en 1908 et de la révolution bolchevique en 1917. Bien sûr, de nombreux facteurs contingents ont interféré dans l'application de ces idées par les bolcheviks et par Atatürk, mais les deux révolutions puisaient leur source dans la vision positiviste d'un progrès humain linéaire développée par Auguste Comte. La tension qui existe aujourd'hui en Russie comme en Turquie entre les tenants de la laïcité et les partisans du rétablissement d'une dimension religieuse dans les affaires publiques s'inscrit dans un contexte où de vigoureux projets de modernisation visent à affaiblir l'influence des traditions religieuses propres aux deux pays<sup>21</sup>.

La Turquie est toujours façonnée par la vision kémaliste de la modernité nationale qui essaye de réconcilier les contradictions entre l'État,

---

<[www.sam.gov.tr/perceptions/volume2/december1997-february1998/davutoglu.pdf](http://www.sam.gov.tr/perceptions/volume2/december1997-february1998/davutoglu.pdf)>. Pour une vue d'ensemble des idées néo-ottomanes, voir C. Hoffmann, « The Pax Ottomanica from the 19<sup>th</sup> to the 21<sup>st</sup> Century: On the (im)possibility of Turkish Regional Hegemony », Research in Progress Seminar, 16 novembre 2009, Department of International Relations, University of Sussex.

<sup>18</sup> S. Karaganov et T. Bordachev, *Towards a New Euro-Atlantic Security Architecture*, Rapport des experts russes à la conférence du club de discussion Valdaï, Londres, IISS, 8-10 décembre 2009, publié à Moscou par RIA Novosti et par le Conseil de politique étrangère et de défense, p. 9.

<sup>19</sup> I. Krastev, « Europe Moves to the Periphery », *Yaroslavl Forum : Smart Policy in Post-Western World*, édition spéciale de l'Institut russe, 12 janvier 2010, p. 16.

<sup>20</sup> Par exemple M. Jacques, *When China Rules the World : The Rise of the Middle Kingdom and the End of the Western World*, Londres, Allen Lane, 2009.

<sup>21</sup> Pour une vue d'ensemble du cas turc, voir W. Hale et E. Ozbudun, *Islamism, Democracy and Liberalism in Turkey*, Londres, Routledge, 2009. Pour la Russie, voir J. Garrard et C. Garrard, *Russian Orthodoxy Resurgent : Faith and Power in the New Russia*, Princeton NJ, Princeton University Press, 2008 ; et Z. Knox, *Russian Society and the Orthodox Church : Religion in Russia after Communism*, Londres, RoutledgeCurzon, 2005.

la société et la religion<sup>22</sup>. Erdogan a fait de l'AKP le parti d'obédience islamiste ayant connu le plus grand succès de toute l'histoire de la République turque<sup>23</sup>. Le parti a évité de prendre des positions idéologiques trop radicales et a préféré se présenter comme une force démocratique conservatrice<sup>24</sup>. En Russie, les appels en faveur d'une exception post-démocratique se font de plus en plus entendre<sup>25</sup>. Les deux pays s'interrogent sur les bases spirituelles de la communauté politique, ce qui reflète une forme de rejet des processus radicaux de modernisation laïque qui ont façonné ces États au XX<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>22</sup> K. Oktem, C. J. Kerlake et Ph. Robbins (sous la dir.), *Turkey's Engagement with Modernity: Conflict and Change in the Twentieth Century*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2010.

<sup>23</sup> Arda Can Kumbaracibasi, *Turkish Politics and the Rise of the AKP: Dilemmas of Institutionalization and Leadership Strategy*, Londres, Routledge, 2009.

<sup>24</sup> Yavuz, *Secularism and Muslim Democracy in Turkey*, *op. cit.* [8].

<sup>25</sup> Par exemple, V. Tretiakov, l'ancien rédacteur en chef de la *Nezavisimaâ Gazeta* et actuel rédacteur en chef de *Političeskij Klass*, appelle à la restauration des anciens rangs (*soslovie*) sous la forme nouvelle d'une société de corporations post-électorale.



## Vers une plus grande Europe

---

Les ambiguïtés et les tensions constatées dans ses relations avec l'UE ont incité la Russie à essayer de redéfinir les paramètres du débat. Pendant la majeure partie de la période post-guerre froide, c'est Bruxelles et les puissances ouest-européennes qui ont déterminé les conditions des rapports russo-européens. C'est en tout cas de la sorte que les Russes perçoivent les choses. À la fin du second mandat présidentiel de Vladimir Poutine, la Russie a tenté de modifier le cadre des discussions de façon à ce que les deux parties négocient d'égal à égal. Les diverses propositions concrètes nées de ce glissement ontologique apparaissent souvent rudimentaires, voire irréflechies. Aux yeux de l'élite russe, la réaffirmation du fait que la Russie est par essence l'égale de l'UE est tout aussi importante que n'importe quelle manifestation concrète de cette égalité.

### *Un agenda néo-révissionniste*

Certains experts russes, parmi lesquels Sergueï Karaganov, le directeur de l'influent Conseil de politique étrangère et de défense (SVOP) et doyen de la faculté d'économie mondiale et de relations internationales du Haut Collège d'Économie, affirment que la faiblesse relative de l'Europe n'est pas une bonne chose pour la Russie, même si elle pourrait se révéler utile d'un point de vue tactique, en réduisant les prétentions de l'Europe et en rendant possible un rapprochement avec la Russie fondé sur les intérêts communs aux deux parties.

*Les Européens sont en train de prendre conscience de leur échec et du fait que leur confiance à l'égard des États-Unis – même avec Obama à la Maison-Blanche – relève de plus en plus de l'illusion. Ils se rendent compte qu'un rapprochement avec la Russie – sans morgue quel que soit l'état dans lequel ce pays se trouve actuellement – offrirait à l'Europe une chance probablement unique de conserver son rang en première division de la politique mondiale<sup>26</sup>.*

Dans ces circonstances, la Russie aurait raison de se tourner vers l'Asie : non pas pour faire de l'Asie une alternative à l'option européenne, mais pour compléter la création d'une « plus grande Europe ».

*À l'heure actuelle, la meilleure orientation géopolitique possible de la Russie serait la suivante : un rapprochement économique*

---

<sup>26</sup> S. Karaganov, « Prošedšij god i predstoâščee desâtiletie » [L'année écoulée et la décennie à venir], *Rossijskaâ Gazeta*, 15 janvier 2010, p. 11, <[www.rg.ru/2010/01/15/karaganov.html](http://www.rg.ru/2010/01/15/karaganov.html)>.

*rapide mais maîtrisé avec l'Asie (et pas seulement avec la Chine) ; un rapprochement social et politique avec l'Europe, qui passera par l'élimination de tous les derniers reliquats de la guerre froide dans les relations Russie-UE, puisque le but ultime de ce rapprochement est l'émergence d'un nouveau système européen de sécurité et la naissance de l'Union de l'Europe (qui rassemblera l'UE et la Russie sur la base d'espaces humanitaire, énergétique et économique communs) ; et un rapprochement avec l'Amérique au niveau stratégique, de sorte que la Russie devienne la troisième puissance dans la future gouvernance mondiale qui sera dominée par le duumvirat sino-américain<sup>27</sup>.*

Cette vision stratégique est pour le moins ambitieuse. Cependant, elle n'est pas totalement irréaliste à condition que la Russie parvienne à convaincre d'autres « outsiders », au premier rang desquels la Turquie, de s'engager dans ce projet.

De nouveaux concepts émergent pour interpréter et élargir la définition de l'euroanéité ; ils modifient inévitablement le rapport entre « insiders » et « outsiders ». La première de ces idées est la notion de « plus grande Europe ». Comme bon nombre d'idées néo-révisionnistes russes, cette notion tient davantage d'une aspiration vague et d'un idéal à atteindre que d'un programme précis. Elle offre cependant certaines indications sur un éventuel modèle alternatif de la politique européenne. Alors que le projet d'intégration de l'UE repose sur la conditionnalité, l'approche de la Russie rejette ce mécanisme. Les divers projets d'intégration russes, notamment l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) et la Communauté économique eurasiennne (EurAsEc) rejettent la nécessité d'une base normative contraignante. En revanche, une norme négative est avancée, à savoir la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États et l'adhésion à une vision westphalienne de la souveraineté, à laquelle s'ajoute le soutien de Moscou à la multipolarité.

Le concept de plus grande Europe reflète la tentative de la Russie de modifier les termes du débat. Il s'agit de développer une vision alternative de l'unité européenne, moins fondée sur l'intégration institutionnelle que sur un degré d'engagement variable. Cette idée répond également à un objectif géopolitique. L'Europe, dans sa forme actuelle, c'est-à-dire représentée avant tout par l'UE, est fréquemment fustigée à Moscou pour ses insuffisances sur la scène internationale : son incapacité à élaborer une politique indépendante ; sa fidélité excessive à l'égard des États-Unis, qui en fait une sorte de « petit frère » de Washington ; et son manque de cohérence dans l'application de ses propres normes.

L'un des promoteurs les plus éloquents de l'idée de « plus grande Europe » est Timofeï Bordatchev, chercheur au Haut Collège d'Économie. Dans ses nombreuses publications, il se fonde sur la position avancée par Karaganov et affirme que la relation russo-européenne doit être renforcée par une certaine vision stratégique. T. Bordatchev considère que cette

---

<sup>27</sup> *Loc. cit.*



relation peut prendre la forme d'une « alliance stratégique »<sup>28</sup>. De son point de vue, la relation s'était à tel point dégradée en 2004 qu'elle était pratiquement revenue aux temps de la « coexistence pacifique ». Les deux parties se considéraient alors en concurrence ; par conséquent, il ne s'agissait pas d'élaborer un cadre politique qui faciliterait leur interdépendance, mais seulement de gérer leurs relations conflictuelles. À présent, Bordatchev souligne que « les parties exigent un niveau de confiance fondamentalement nouveau » et estime que la division historique de l'Europe ne sera surmontée que « si la Russie et l'UE formaient une alliance réellement orientée vers l'avenir ». Cette alliance, explique-t-il, reposerait sur les avantages réciproques qu'y trouveraient les parties puisque l'UE a objectivement « besoin de la Russie, économiquement et politiquement, pour promouvoir ses intérêts sur la scène internationale », tandis que la Russie, confrontée à un « encerclement géopolitique complexe », a elle aussi besoin de l'UE<sup>29</sup>. Par conséquent, il faut mettre en œuvre un « grand marchandage » afin de placer les relations russo-européennes sur des bases solides. À long terme, cela pourrait aboutir à l'établissement d'un « régime international » de l'Irlande à Vladivostok, « qui vivra selon ses propres normes et règles ». Ce serait un système fondé sur la « coopération intergouvernementale » qui offrirait à l'Eurasie une vraie « stabilité structurelle »<sup>30</sup>.

Cette proposition part de la situation actuelle, marquée par la concurrence des deux parties, et tente de trouver un moyen efficace de réguler l'ordre international eurasiatique. Bordatchev insiste sur le fait que la souveraineté des principaux acteurs ne serait pas remise en cause et suggère que les États membres de l'UE actuelle conservent leur entière souveraineté. Techniquement, c'est indiscutablement le cas, mais il est indéniable que l'UE est un système où la souveraineté de ses membres est partagée et mise en commun. Bordatchev ne prolonge pas cette idée car, au final, pour qu'il y ait une relation viable entre la Russie et l'UE, les parties doivent établir une dynamique de transformation qui permettra de transcender l'ordre existant. La première étape serait effectivement une alliance stratégique mais, au final, il sera nécessaire d'avoir recours à des éléments de l'idéalisme visionnaire qui a présidé à la formation de l'UE. Les enjeux sont primordiaux. L'UE a été créée pour empêcher une nouvelle guerre entre la France et l'Allemagne ; de même, une Union eurasiatique est aujourd'hui nécessaire pour surmonter la « paix froide » actuellement en vigueur. La période d'une durée de vingt ans qui s'était instaurée après la Première Guerre mondiale a culminé en une autre conflagration désastreuse. On ne peut pas exclure le même risque pour la période actuelle<sup>31</sup>.

Il manque à la vision russe de la plus grande Europe une dynamique institutionnelle (cela est réservé aux idées pan-européennes que nous

---

<sup>28</sup> T. Bordachev, « Towards a Strategic Alliance », *Russia in Global Affairs*, vol. 4, n° 2, avril-juin 2006, p. 112-123.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 113.

<sup>30</sup> T. Bordačev, *Novyj strategičeskij soûz...*, op. cit. [1], p. 18.

<sup>31</sup> R. Sakwa, « "New Cold War" or Twenty Years' Crisis ? : Russia and International Politics », *International Affairs*, vol. 84, n° 2, mars 2008, p. 241-267.

développons plus loin) ; à l'heure actuelle, l'idée de la plus grande Europe est avant tout une tentative d'élargir le débat et de montrer que le néo-révisionnisme russe connaît une dynamique positive. Cette vision comporte-t-elle un élément transformateur ? Y a-t-il là une dynamique mutuellement profitable ? Cela reste à voir. S'agit-il d'une tentative russe de mobiliser l'opinion publique européenne derrière un nouvel objectif correspondant aux intérêts nationaux ? Ce serait une pratique habituelle de la politique étrangère russe. Cependant, cela aurait pour effet de déprécier une tentative réelle d'offrir un cadre intellectuel à une nouvelle « union de l'Europe ». Cette idée crée une résonance considérable en Turquie, et continuera de le faire aussi longtemps qu'elle sera centrée sur des intérêts pratiques et évitera les grandes restructurations de la géopolitique mondiale. Seule une partie réduite de l'élite turque partage la vision fantaisiste de l'eurasisme : celle d'un *djihad* civilisationnel contre l'Occident<sup>32</sup>.

## La pan-européanisme

L'idée de plus grande Europe s'accompagne du renouveau de l'idéal pan-européen. Laissant de côté les divers projets pan-européens développés par le comte Coudenhove-Kalergi pendant l'entre-guerre, la « plus grande Europe » se heurte aujourd'hui à de nombreux dilemmes qui étaient déjà présents après-guerre. L'échec de la Communauté européenne de défense au début des années 1950 a été compensé par la création d'une organisation supranationale : la Communauté européenne du charbon et de l'acier, établie par le Traité de Paris le 18 avril 1951. Aujourd'hui, le débat sur un nouveau traité européen de sécurité reprend certains des thèmes abordés à l'époque, mais cette fois à un niveau pan-européen. Le débat renoue également avec l'idée gorbatchévienne de maison européenne commune, avancée pendant la perestroïka et reprise par François Mitterrand. L'idée d'une « plus grande Europe », il faut le souligner, se distingue de celle de la pan-Europe. Le débat concernant la « plus grande Europe » se focalise sur les idées et sur l'expression de l'idéal abstrait d'une communauté de destin et d'une unité propres à l'Europe, tandis que la pan-Europe est plutôt un projet institutionnel. La phase initiale du pan-européanisme post-communiste, de 1989 à 1999, reposait sur une perception idéaliste d'une UE censée fournir le cadre de l'intégration, travaillant avec le Conseil de l'Europe et renforcée à partir de 1994 par l'élargissement de l'OTAN. À partir de 1999, il est devenu clair que l'élargissement de l'OTAN se heurterait à la résistance de la Russie ; dans le même temps, de plus en plus de voix ont exigé que l'on désigne des limites à l'élargissement de l'UE.

À partir de 2007, l'UE est entrée dans une phase de post-élargissement, même si la Croatie, la Macédoine et d'autres pays des Balkans devraient encore y adhérer. Toutefois, dans une perspective plus globale, l'intégration centrée sur l'UE a probablement atteint sa limite.

---

<sup>32</sup> M. Laruelle, *Russian Eurasianism : An Ideology of Empire*, Washington, DC, Woodrow Wilson Center Press ; Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2008, p. 188-201.

Dès 2004, Herman Van Rompuy, qui est devenu en novembre 2009 président du Conseil européen en application du Traité de Lisbonne, affirmait : « La Turquie ne fait pas partie de l'Europe et ne le fera jamais ». Van Rompuy avait alors précisé sa position : « L'élargissement de l'UE à la Turquie ne saurait être considéré de la même façon que les élargissements précédents. Les valeurs universelles propres à l'Europe, qui sont également les valeurs fondamentales du christianisme, perdraient de leur vigueur avec l'entrée dans l'UE d'un grand pays musulman comme la Turquie ». Au moment de son élection, le député turc Suat Kiniklioglu a estimé que Van Rompuy avait été choisi pour maintenir la Turquie en dehors de l'Europe<sup>33</sup>. Une fois en fonction, les déclarations plus prudentes de Van Rompuy sur cette question n'ont pas suffi à lever le doute sur son hostilité à l'entrée de la Turquie dans l'UE. En réalité, l'adhésion de la Turquie à l'UE dans sa forme actuelle apparaît comme un projet anachronique, qui n'est dans l'intérêt ni de l'UE ni de la Turquie. Quant à la Russie, elle n'a jamais formellement cherché à adhérer à l'UE ; cette question n'a donc pas suscité la même tension que la candidature turque. Pourtant, comme nous l'avons dit plus haut, il y a toujours eu dans l'Histoire des interrogations sur les frontières de l'Europe, et la Russie a généralement été considérée comme n'appartenant pas à cet ensemble. Le positionnement de la Turquie, à la lisière de l'Europe, est plus que confus. Cela se reflète dans l'extrême difficulté de la progression de sa candidature à l'UE.

La Russie demeure à l'extérieur du noyau de la gouvernance institutionnelle de l'Europe. La relation entre la Russie et l'Europe continentale se réduit aujourd'hui à une série d'interactions reposant sur les intérêts des uns et des autres, mais cette situation ne satisfait aucune des parties. La période d'animosité depuis 1999 a été marquée par la réaffirmation des valeurs chères à l'UE, ce qui a implicitement fait revenir la Russie à un langage centré exclusivement sur ses intérêts ; mais cette position ne saurait convenir durablement aux deux parties. La dialectique intérêts / valeurs en vigueur au sein de l'UE est plus complexe que ce que prétendent certains de ses partisans les plus idéalistes : la Russie ne peut pas contourner la dynamique normative dans ses actions ; quant à l'UE, elle n'incarne pas vraiment le modèle de puissance « normative » comme l'affirment ses partisans idéalistes<sup>34</sup>. De même, la définition russe de ce qu'est une grande puissance implique une dimension normative fondée sur un ordre qui assure aux États la souveraineté, le non-interventionnisme et le pluralisme des types de régime. Tous ces éléments incitent à réinterpréter le concept de pan-européanisme.

Tout au moins, cela invite à repenser le système de sécurité existant. L'adhésion de plusieurs États post-communistes « revanchards » en 2004 et 2007 a dilué l'objectif pacificateur initial de l'UE. Celle-ci risque désormais de devenir un instrument permettant la continuation de la guerre froide par

---

<sup>33</sup> R. Tait, « "Van Rompuy Chosen to Keep Turkey Out of Europe", Says Influential MP », *The Guardian*, 21 novembre 2009, p. 8.

<sup>34</sup> Pour une critique de la puissance normative de l'UE, voir D. Chandler, « EU Statebuilding : Securing the Liberal Peace through EU Enlargement », *Global Society*, vol. 21, n° 4, octobre 2007, p. 593-607, et la discussion qui en a résulté in vol. 22, n° 4, octobre 2008, p. 507-529. Pour un examen succinct des dilemmes, voir J. Zielonka, « Europe as a Global Actor », *International Affairs*, vol. 84, n° 3, 2008, p. 471-484.

d'autres moyens<sup>35</sup>. Ce n'est pas cette UE que voulait bâtir une génération d'idéalistes portant en mémoire les guerres civiles européennes. L'intégration des ex-pays communistes a nettement éloigné la Russie de l'UE et contribué à la désintégration de l'ancien système de sécurité européen. La proposition d'un nouveau Traité de sécurité européenne par le président Dmitri Medvedev dans un discours prononcé à Berlin le 5 juin 2008 prouve le besoin existant de nouvelles idées – même si les puissances occidentales ont accueilli cette initiative par une condescendance polie. Pour S. Karaganov, il est indispensable de revoir les accords de sécurité existant sur le continent :

*On a déclaré que la guerre froide était terminée, et il est vrai que la confrontation idéologique et militaire a pris fin. Cependant, la vieille rivalité géopolitique, qui attendait en coulisse, est revenue au premier plan. Mais la Russie a retenu la leçon. Elle n'est plus prête à rejoindre l'Europe comme un apprenti respectueux. Désormais, elle veut soit la rejoindre comme un allié puissant, soit ne pas la rejoindre du tout<sup>36</sup>.*

La dimension pan-européenne apparaît de plus en plus comme un cadre possible à la fois pour la Russie et pour la Turquie. C'est une solution médiane : elle fournit une sorte de cadre institutionnel à l'idée de plus grande Europe, mais elle ne représente pas pour autant un agenda supranational de transformation à part entière. Pour la Russie, elle signifie une intégration sans adhésion – une option qui, à long terme, pourrait également convenir aux relations entre la Turquie et l'UE. C'est apparu clairement dans le discours de Nicolas Sarkozy à Nîmes, le 5 mai 2009, lors de la campagne pour les élections européennes. Il s'est prononcé contre l'accession de la Turquie à l'UE, expliquant que la Turquie « n'a pas vocation à devenir membre de l'UE », mais qu'elle devrait tout de même être liée à l'UE sur les plans économique et sécuritaire. Chose nouvelle, il a placé la Turquie et la Russie sur le même plan, affirmant que les deux pays devaient établir une « zone économique et de sécurité commune » avec l'UE. Ainsi serait créé un nouveau bloc « de 800 millions de personnes qui partagent la même prospérité et la même sécurité »<sup>37</sup>.

Il s'agit d'une idée visionnaire qui offre non seulement une possibilité d'intégrer la Russie et la Turquie à l'Europe, mais qui représente également pour l'Europe un moyen de se redéfinir. Le vieux modèle intégrateur européen est épuisé. Dans ce modèle, l'Europe apparaît comme une proto-grande puissance qui est vouée à se confronter à la Russie et, peut-être, à

---

<sup>35</sup> Les États les plus militants de ce groupe ont été surnommés les « nouveaux tenants de la guerre froide ». Voir M. Leonard et N. Popescu, *A Power Audit of EU-Russia Relations*, Brussels, European Council on Foreign Relations, novembre 2007, p. 48-49. Plus globalement, tout ce rapport est baigné d'un esprit géopolitique très connoté « guerre froide », qui tend à perpétuer les divisions historiques de l'Europe au lieu de les transcender. La dynamique sécuritaire qui sous-tend l'adhésion de certains de ces États à l'UE est étudiée par L.S. Skálnes, « Geopolitics and the Eastern Enlargement of the European Union », in F. Schimmelfennig and U. Sedelmeier (dir.), *The Politics of European Union Enlargement : Theoretical Approaches*, Londres, Routledge, 2005.

<sup>36</sup> S. Karaganov, « Why Europe Needs a New Security Pact », *The Security Times*, 19 février 2010; réédité in *Johnson's Russia List*, n° 36, 2010, Item 24.

<sup>37</sup> N. Sarkozy, « Discours de M. le Président de la République », Nîmes, 5 mai 2009, <[www.elysee.fr](http://www.elysee.fr)>.

l'Amérique et à la Chine. Cependant, plusieurs autres configurations de la pan-Europe sont possibles. L'une des options envisageables est la création d'une grande « Union pan-eurasienne » à laquelle l'UE, la Russie, la Turquie et d'autres « outsiders » participeraient en tant que puissances souveraines égales, mais qui comporterait dans le même temps une Commission européenne supranationale. Cette organisation se consacrerait en premier lieu à gérer le système énergétique pan-eurasien afin de réconcilier les intérêts des producteurs et des consommateurs mais, à terme, son action pourrait s'étendre à d'autres secteurs. Un véritable partenariat énergétique pourrait jeter les bases d'un processus d'intégration comme l'avait fait la Communauté européenne du charbon et de l'acier au début des années 1950. Comme l'a écrit Mikhaïl Marguelov, le président de la Commission des Affaires étrangères du Conseil de la Fédération : « Une union stratégique entre l'Europe et la Russie est possible uniquement sur la base d'une union énergétique »<sup>38</sup>.

Dans le contexte actuel, un grand marchandage semble peu probable, car la situation de « coexistence » entre les deux parties est profondément enracinée. Ce qui s'impose, c'est une discussion reconnaissant le danger que représenterait l'établissement d'une dynamique concurrentielle en Eurasie. Le développement du Partenariat oriental depuis mai 2009 a déjà ranimé la crainte d'une confrontation autour des pays de l'« étranger proche ». Pourtant, ce projet est d'une ampleur limitée. Pour pouvoir surmonter cette dynamique concurrentielle, le grand marchandage proposé par Bordatchev doit être complété par une grande vision : l'établissement d'une Union eurasiennne. Cette Union posséderait une sorte de Commission, qui disposera au départ de prérogatives limitées mais qui présentera l'avantage d'établir une dynamique supranationale. Les arrangements inter-gouvernementaux sont utiles, mais le génie de Jean Monnet et des pères fondateurs de l'Europe a été de comprendre que cela ne suffisait pas. Le renforcement et la préservation de la souveraineté constitue un processus compréhensible, mais une dynamique inverse est nécessaire pour éviter que le continent ne sombre une fois de plus dans la guerre.

---

<sup>38</sup> M. Margelov, « A Strategic Union with Europe Based on an Energy Union », *Russian Journal*, n° 3 (45), 18 février 2010, p. 11.

## Conclusion

---

La Russie et la Turquie sont à la fois partenaires et rivales, surtout en matière énergétique et d'influence régionale. Cependant, après la guerre russo-géorgienne, certains observateurs russes ont estimé que la Turquie pourrait se tourner vers Moscou dans le cadre d'une réorientation géopolitique globale<sup>39</sup>. L'idée d'un rapprochement russo-turc séduit particulièrement les militaires russes. Les parallèles existant entre l'intervention turque en Chypre du Nord en 1974 et l'intervention russe dans le Caucase du Sud en 2008 (qui avaient été suivies de la reconnaissance des entités séparatistes locales) ont conduit à repenser les alliances stratégiques. On sait également qu'il existe dans les cercles militaires turcs un groupe russophile, parfois ironiquement surnommé les « Jeunes Russes » et connu pour ses positions anti-occidentales. Les membres de ce groupe semblent convaincus que « l'Amérique a trahi la Turquie ; le pays ne trouvera jamais sa place au sein de l'UE ; pour éviter l'isolement, la Turquie devrait devenir membre d'une alliance eurasiennne qui sera construite autour d'une Russie renaissante »<sup>40</sup>. L'impensable est désormais envisagé, ce qui présage la sortie de l'impasse géopolitique ayant suivi la fin de la guerre froide. Cependant, il existe en Turquie un autre lobby, non moins puissant, qui estime que le pays doit renforcer son alliance avec l'Occident afin de « garder les ambitions stratégiques de la Russie sous contrôle »<sup>41</sup>. De la même façon, les stratèges russes surveillent de près les ambitions de la Turquie dans le Caucase du Sud et sa volonté de (re)devenir une puissance régionale au Moyen-Orient.

La Russie et la Turquie étant les deux principaux « outsiders » d'Europe, il existe naturellement entre elles une communauté de destin géopolitique qui pourrait permettre un rapprochement de long terme. En Turquie, on voit parfois dans un rapprochement avec la Russie une option alternative à l'adhésion à l'UE. Cependant, Ankara et Moscou ont conscience qu'une « alliance d'outsiders » serait catastrophique pour les deux pays, car elle consoliderait leur statut marginal et les condamnerait à conduire une politique internationale d'opposition stérile. Les deux États n'ont certainement pas pour projet de créer un « axe des exclus », de même qu'ils ne font rien pour initier une organisation destinée à assurer le contre-poids ; mais l'« étrange couple » de la Turquie et de la Russie en matière de politique internationale est fondé sur des préoccupations réelles. « La colère suscitée en Turquie par la politique américaine en Irak (...) rejoint le

---

<sup>39</sup> I. Torbakov, *The Georgia Crisis and Russia-Turkey Relations*, Washington, DC, The Jamestown Foundation, 2008, p. 25.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 27.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 31.



mécontentement ressenti à Moscou face à l'empiètement de l'Amérique dans la sphère d'influence de la Russie »<sup>42</sup>.

Les deux pays ont conscience des nouvelles possibilités, sans oublier pour autant leur héritage historique commun, qui se manifeste notamment par la présence en Turquie d'une importante diaspora de peuples vaincus par l'empire russe. La Russie et la Turquie sont frontalières d'une région de plus en plus instable qui fait l'objet d'une confrontation géopolitique<sup>43</sup>. Elles sont toutes deux vouées à devenir des puissances régionales et un rapprochement entre elles représente une échappatoire, « si ce n'est une véritable alternative à des liens transatlantiques et européens »<sup>44</sup>. La Russie doit aujourd'hui gérer, dans ses relations avec l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie (deux territoires dont elle a reconnu l'indépendance le 26 août 2008), des dossiers similaires à celui que représente la République turque de Chypre du Nord pour la Turquie. L'UE et les autres puissances occidentales exigent le rétablissement de l'intégrité territoriale de la Géorgie, alors même qu'il est presque inconcevable que ces territoires reviennent sous la souveraineté géorgienne ; le problème semble donc destiné à devenir aussi inextricable que la question chypriote.

La discussion lancée en Russie sur la « plus grande Europe » ou sur la pan-Europe vise à dépasser la logique concurrentielle propre à une Europe divisée tout en admettant que les États conservent des zones d'intérêts distincts. Mais le refus russe d'accepter la logique sur laquelle repose l'intégration européenne – à savoir que « la paix européenne serait assurée non pas par les relations diplomatiques entre États-nations mais par le démantèlement de la souveraineté économique des États-nations, même si cela se produirait graduellement et seulement dans certains domaines »<sup>45</sup> – signifie que des tensions non résolues demeurent dans le projet russe de « plus grande Europe ». Or un certain degré de mise en commun de la souveraineté – dans l'énergie et dans plusieurs autres secteurs précis – représenterait précisément la première étape de cette politique transformationnelle de l'Europe que demandent les critiques néo-révisionnistes de l'ordre existant. Comme nous l'avons noté, ces perceptions, plus larges qu'auparavant, modifient le rapport entre « insiders » et « outsiders ». L'idée de « plus grande Europe » offre à la Russie et à la Turquie à la fois la possibilité d'échapper au fardeau de l'Histoire et de la marginalité, et de créer un agenda d'intégration européenne post-élargissement. Les projets visant à donner une forme concrète aux aspirations pan-européennes représentent un moyen de faire de la « plus grande Europe » une Europe qui sera de nouveau véritablement grande.

---

<sup>42</sup> F. Hill et O. Taspinar, *op. cit.* [6], p. 81.

<sup>43</sup> J.W. Warhola et W.A. Mitchell, « The Warming of Turkish-Russian Relations : Motives and Implications », *Demokratizatsiya*, vol. 14, n° 1, 2006, p. 127-143.

<sup>44</sup> F. Hill et O. Taspinar, *op. cit.* [6], p. 85.

<sup>45</sup> J.P. Burgess, « The Evolution of European Union Law and Carl Schmitt's Theory of the *Nomos* of Europe », in L. Odysseos et F. Petitio (sous la dir.), *The International Political Thought of Carl Schmitt : Terror, Liberal War and the Crisis of Global Order*, Londres, Routledge, 2007, p. 185-201, at p. 199, note 3.